

France : Travaille ! Ce qu'ils n'écrivent pas...



France travail s'inscrit à travers le discours de Macron dans la **poursuite** de la destruction de la protection sociale : Retraite, assurance chômage....

France Travail regrouperait les services de pôle emploi qui deviendrait une gare de triage ; ceux des missions locales et de CAP EMPLOI qui perdureraient ; voire les agences d'intérim.

Celles et ceux d'entre nous qui ont déjà vécu 2 ou 3 fusions/absorptions savent **que ce type d'annonce présidentielle et gouvernementale ne présage rien de bon**. Nous n'oublions pas les promesses pour les collègues sur leur devenir professionnel non tenues ; les engagements non respectés à l'occasion de la fusion ANPE/Assedic en 2008 « le meilleur des 2 », à celle de l'absorption des psychologues de l'Afpa en avril 2010, ou à la fusion au forceps des régions avec la loi NOTre en 2016 ...

Tout cela à des coûts financiers exorbitants : le changement de logo, communication, signalétique... et surtout des dépenses extrêmement lourdes à prévoir avec l'unification informatique des différentes composantes du réseau FRANCE TRAVAIL.

Comment ne pas voir aussi des **relents nauséabonds dans le choix du nom de cette nouvelle institution** : France ... Travail ... Famille Patrie ??? Quand on voit les alliances politiques qui se nouent au parlement entre les partis de la coalition gouvernementale, alliés objectifs de ceux de l'arc de droite (Républicains) et de l'extrême droite, on ne peut que s'inquiéter de cette référence historique à la notion de Travail.

Il n'y a qu'à voir les débats sur la loi portant sur la réforme de l'assurance chômage : des amendements rétrogrades aboutissant à la remise en cause de l'abandon de poste requalifié en démission !!! Et à la baisse de la durée et du montant des allocations chômage.

Ce changement est terrible pour les personnes qui subissent des conditions de travail insupportables, comme dans les cas de harcèlements au travail, par exemple.

Cette annonce de création de France Travail a réveillé les appétits des Conseils Régionaux qui revendiquent depuis longtemps de piloter les politiques de l'emploi.

Ce qui pourrait être une aubaine pour le gouvernement qui veut de son côté moduler les allocations chômage en fonction de la conjoncture économique et des chiffres du chômage régionaux.

Rappelons que dans le modèle canadien qui inspire le gouvernement dans cette modulation contra-cyclique des durées d'indemnisation, la base de référence n'est plus la situation nationale de l'économie et du chômage mais le niveau régional.

Les privé.e.s d'emploi voient ainsi leur protection sociale différenciée en fonction de leur région de résidence ... ou de travail !!!

Dans ce contexte déjà toxique, la création de France travail vient percuter le personnel de Pôle Emploi, dont les activités sont nombreuses et régulièrement chamboulées au gré des priorités changeantes et des plans d'action descendants du gouvernement.

Iels sont déjà débordé.es et en souffrance, épuisé.es par la quantité des tâches à réaliser, notamment administratives, au dépend de la qualité des services rendus. On constate dans les agences de plus en plus d'arrêts maladie, démissions et ruptures conventionnelles.

Les arrêts en chaîne entraînant d'autres arrêts de collègues épuisé.es par leur activité ainsi augmentée. Face à une charge de travail excessive, nos collègues en CDD refusent le renouvellement de contrat et la titularisation.

Le nombre de privé.es d'emploi suivis.es par les agent.es est très souvent délirant : Jusqu'à 1000 personnes en charge, voire plus. Avec France Travail, ce seront 3 millions de BRSA en plus à suivre.

Les encadrant.e.s ne sont plus occupé.es que par la pression des indicateurs au lieu d'être au service de leurs équipes et des usagers.ères. Iels se maintiennent enfermé.es dans leurs bureaux, coupé.es de la réalité.

La chaîne de commandement fait preuve d'un aveuglement total devant cet état des lieux alarmant.

La mainmise du gouvernement et du patronat sur Pôle Emploi s'est accélérée depuis le financement de l'assurance chômage via la CSG au détriment des cotisations salariales. Le système n'étant plus paritaire, seul l'Etat est décisionnaire.

Une politique qui a pour conséquence la mise à disposition d'une main d'œuvre corvéable, docile et à moindre coût. Nous le voyons aujourd'hui avec la réforme de la retraite et France Travail viendra enfoncer le clou !!!!

Une fois de plus, la construction boiteuse de cette usine à gaz annoncée sert uniquement une conception politique où les personnes n'ont plus le choix de leur travail : **« tu prends ce qu'on t'impose ».**

La vision Macroniste : Les devoirs (ou profits du patronat) valent avant les droits (ou nos vies) !

